

Les pestes religieuses

Subversions

2013

« D'ailleurs, les ouailles que plument les églises sont toujours, en même temps, les bons moutons que tondent les Etats. » (A. Libertad, 20 juillet 1905.)

Pourquoi revenir sur une vieille question comme celle de la religion, à l'heure où les plans d'austérité européens commencent à faire sentir leurs effets un peu partout, où les désastres écologiques s'accumulent et où le contrôle sur nos vies se resserre toujours plus ? Pourquoi s'en prendre à une idéologie, certes répugnante, quand la question des besoins matériels et de la simple survie se fait pressante ? Ben justement, pas besoin de chercher très loin dans le passé pour s'apercevoir qu'autour de nous, l'incertitude du futur et l'insécurité du présent ramènent à la surface tout un fatras qu'on avait un peu trop vite perdu de vue dans nos luttes : nationalisme, famille, religion. Ce trio carcéral qui avait encaissé quelques coups dans les années 70 pourrait trouver une vigueur inespérée par les temps qui courent, servant à nouveau sinon d'amortisseur, au moins de contention/récupération de révoltes qui peuvent exploser vers un monde totalement différent. Autant la restructuration capitaliste des années 80 et 90 pouvait compter sur une pacification sociale assurée par les gestionnaires traditionnels de l'Etat social et de ses affiliés, autant l'instabilité actuelle s'inscrit dans un cadre de concurrence féroce entre plusieurs forces asymétriques (dont les réseaux religieux) où l'Etat a bien moins de miettes à lâcher aux révoltés. C'est aussi dans ce contexte où il apparaît à beaucoup que le capitalisme n'est plus à réformer ou réguler mais à bouleverser, voire à détruire pour les plus radicaux, que les religions tentent de tirer une fois de plus leur épingle du jeu.

Même si la tradition liée au vieux barbu allemand affirmait que « la critique de la religion est la condition première de toute critique », certains autoritaires contemporains pensent que mieux vaut ne plus toucher à la religion dans un premier temps. Cet opium n'étant que la manifestation extérieure de problèmes bien réels – eux –, ne serait-il en fin de compte pas plus intéressant de travailler à ce qui nous réunit minimalement, plutôt que d'évoquer ce qui « nous » sépare malgré tout. « Nous », c'est-à-dire la classe, le peuple, les pauvres, les habitants d'un quartier ou d'un village, le prolétariat, les participants à une lutte... Bref, l'entité collective ou le sujet du moment auquel on s'attache, au sein duquel les individus ne doivent en tout cas pas se diviser sur des « questions secondaires ». Quel intérêt en effet de lutter ensemble sur des intérêts communs (le logement, les conditions d'exploitation, les prisons, les expulsions, etc.), si c'est pour se quitter ensuite sur des questions comme l'inexistence de Dieu ? Bien que d'indécrottables anti-autoritaires aient prétendu que toute religion est au service des puissants et qu'on ne peut mettre de côté la question de la fin, c'est-à-dire savoir pour quel monde on se bat (notamment sans lois – terrestres ou divines, ni maîtres – de la terre ou du ciel), on ne peut pas dire que les acrobates de la tactique n'aient pas eu de fidèles partisans dans leur art d'éviter les questions qui fâchent.

A côté de cette manière, disons « instrumentale », de hiérarchiser ce qu'on pense afin de maintenir la fameuse communauté de lutte, un autre rapport, plus libéral celui-là, s'est immiscé dans la partie : laissons-donc les croyances religieuses au vestiaire, au profit d'autres plus productives, comme la science ou la démocratie. Soyons tolérants, chacun peut croire au fantôme qu'il souhaite, pourvu qu'il n'emmerde pas les autres avec ! A l'image d'une société où l'Etat a conquis peu à peu le monopole de la gestion de l'espace public, et où le Dieu universel qui tient désormais le haut du pavé est la marchandise, cette manière de renvoyer les croyances religieuses traditionnelles à la sphère privée est une autre sorte de compromis possible pour maintenir la fiction unitaire (de la nation pour l'Etat, du groupe ou de la lutte pour les militants).

Mais voilà que tout s'est accéléré et exacerbé cette dernière décennie sur fond de crise. Voilà que pour les partisans de l'option libérale, ce compromis est toujours plus brutalement remis en cause par des minorités religieuses qui revendiquent ici aussi leur place au soleil. Voilà que pour les partisans de l'option tactique, la tâche se complique quand expressions politiques et religieuses sortent de la sphère culturelle pour redevenir une projectualité autonome. Voilà encore que face à deux ennemis qu'il faut tous deux combattre (l'Etat et la religion), l'option gauchiste de la bonne conscience se revigore à son tour (l'Islam est titillé par l'Etat français ? Retrouvons-nous pour défendre une oppression contre une autre, au nom de la lutte contre l'exclusion et les discriminations !) Cette option est en somme dans la même logique citoyenniste – pousser l'Etat à devenir égalitaire alors que c'est un instrument des puissants qui ne fait que sanctionner des rapports de force entre dominants et dominés – qui a par exemple conduit récemment à appuyer une loi comme celle du « Mariage pour tous », plutôt que d'affirmer que l'Etat ne doit fourrer son nez dans les relations de personne, et disparaître définitivement de nos vies.

En temps de restructurations économiques, les tensions sociales toujours présentes entre exploités et exploités, dirigeants et dirigés peuvent parfois prendre des tournures inhabituelles, pas toujours agréables ou émancipatrices d'ailleurs. Si la conflictualité offre mille visages, des grèves sauvages et occupations dans les entreprises aux émeutes et révoltes dans les quartiers, en passant par les insoumissions à l'Etat ou aux sabotages du train-train quotidien, beaucoup sentent en tout cas que les miettes à distribuer s'amenuisent, et qu'il va falloir ramer sec. C'est dans ce cadre où les vis se resserrent pour tout le monde, et où monte l'insatisfaction, que les religieux comme d'autres autoritaires ont une carte à jouer, pour tenter de trouver leur place à la tête de la conflictualité. Comme les néo-fascistes ou plus généralement n'importe quels politiciens, ils vantent les mérites de leur modèle social prétendument relooké, un bricolage de tradition et de modernité prêt à l'emploi en cas de conquête du pouvoir. Et comme les gestionnaires actuels du capitalisme, ils craignent la liberté qui pourrait surgir d'explosions qui bouleverseraient jusqu'aux rapports sociaux. Lois de l'Etat ou lois de Dieu, tous restent d'accord sur l'essentiel : il faut y obéir, il faut de l'ordre, car les gens, les individus, sont incapables, pire, ne doivent en aucun cas décider par eux-mêmes de leurs vies, ni de comment se rapporter les uns aux autres. On ne sait jamais, des fois que surgirait l'expérimentation d'un monde sans argent ni dominations.

En fait, on pourrait presque se réjouir si les religions étaient seulement l'expression d'une aliénation de plus, de simples idéologies auxquelles on n'adhérait qu'en négatif, par conformisme ou par peur. Si on ne s'y accrochait que faute de pouvoir se retrouver dans une perspective plus passionnante que celle d'appartenir à une communauté de croyants où les règles sont dictées d'avance. Mais les religions sont bien plus que cette bouillie de morale, d'autorité et de codes, elles sont aussi quelque chose d'efficace : comme la famille ou la nation, elles maintiennent l'existant en soudant et en pacifiant des antagonismes explosifs. Nous ne sommes plus au temps où l'entièreté d'un monde trouvait son expression dans la sphère religieuse, et où les révoltes portaient donc aussi de là, quitte à s'exprimer sous forme de dissidences sectaires ou hérétiques (qu'on pense par exemple au *Bundschuh* germanique de 1500, ou aux *Ranters* et *Diggers* anglais des années 1640). En ce sens, la récupération provisoire des soulèvements récents de l'autre côté de la Méditerranée nous montre encore comment les religions sont bien plus en continuité qu'en rupture avec le capitalisme.

A présent qu'elles ne sont plus la totalité mais seulement une des formes séculaires de la domination, elles doivent désormais partager leur pouvoir temporel avec l'Etat, dont la bureaucratie constitue un puissant réseau concurrent aux siens. Et d'un autre côté, leur pouvoir spirituel est concurrencé par d'autres fétiches qui ont leur propre logique, comme la technologie ou l'argent. Dans ce système complexe, les religions ne peuvent plus incarner qu'une des formes possibles de réforme du capitalisme, bien qu'elles tentent parfois encore à travers certaines de leurs manifestations marginales de faire passer ces aménagements pour un quelconque changement réel.

Si nous pensons qu'il faut à nouveau s'intéresser à elles, ce n'est donc pas uniquement par esprit de vengeance bien réel de siècles d'oppressions, de massacres et de tortures d'incroyants ou de dissidents. Ce n'est pas non plus parce que cette illusion grotesque ne ferait que détourner une grande partie du prolétariat de son juste combat contre le capital, en le divisant et en lui désignant de faux amis et de faux ennemis. C'est surtout parce qu'en une période peut-être un peu plus angoissante que la précédente (les défuntes Trente Glorieuses qu'on ne regrettera pas), les religions ne représentent plus seulement un des refuges rassurants face aux guerres ou à la misère, mais incarnent aussi davantage l'espoir d'humaniser un capital qui élague le vieil Etat protecteur un peu partout depuis les années 80 (celui des indépendances comme celui du capitalisme d'Etat à l'Est ou en Chine, celui des dictatures militaires populistes d'Amérique du Sud comme celui de l'Etat social occidental). En quelque sorte, on pourrait s'en prendre aux croyances religieuses d'aujourd'hui comme on s'attaquait aux espoirs sociaux-démocrates d'hier : d'un côté en luttant pour un monde radicalement différent, basé non pas sur la masse et l'autorité mais sur les individus et la liberté, et d'un autre côté en combattant ce poison dans chacune de ses tentatives concrètes d'incarner une alternative à la domination et de substituer un ordre par un autre. En les combattant comme autant d'obstacles en travers de nos luttes, mais sans en faire le centre de l'affrontement.

Car il n'est pas dit, même si comparaison n'est pas raison, que les mêmes mécanismes de la politique liés aux périodes agitées du passé ne se reproduisent pas une fois de plus. On verrait alors les uns pratiquer des alliances formelles ou informelles avec certaines factions religieuses au nom d'un ennemi soi-disant commun (l'Etat et ses milices, l'extrême-droite), et les autres finir par cohabiter avec elles dans le cadre de luttes partielles au nom

du nombre, y compris en cas de rapport de force défavorable à ces dernières. En somme, la vieille histoire des idylles entre les révolutionnaires autoritaires et les réformistes. Et pour nous, la sempiternelle critique liée à la nécessaire cohérence –vue comme tension sociale et comme éthique– entre les moyens et les fins, vu que les premiers contiennent déjà en eux le monde pour lequel nous nous battons.

Dans les quelques textes qui suivent, nous avons joint les pensées iconoclastes d'une compagne à un article qui revient sur le retour en force des manifestations religieuses tant chrétiennes que musulmanes après le 11 septembre 2001, et leur fausse opposition. Et comme il nous semble plus généralement que les idées ne prennent jamais tant de force qu'à travers leurs prolongements quotidiens, nous avons également inséré à la suite quelques critiques pratiques contre des messes singulières au Chili et en Belgique, ou autour de la construction d'une mosquée dans un port méditerranéen. Puissent ces quelques pages apporter leur petite contribution pour alimenter la lutte sans trêve contre toutes les pestes religieuses, divines comme profanes.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Subversions
Les pestes religieuses
2013

Consulté le 20 novembre 2016 de non-fides.fr
Extrait de *Subversions*, revue anarchiste de critique sociale, n°3 (Paris), août 2013.

fr.theanarchistlibrary.org